



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BARBAT RECYCLAGE

15 rue Léon Fournier
BP 172
41000 Blois

Références : 2026/143
Code AIOT : 0010004922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement BARBAT RECYCLAGE implanté 15 rue Léon Fournier BP 172 41000 Blois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre de l'incident qui a eu lieu sur le site BARBAT RECYCLAGE le 12 mars 2026. En effet, l'inspection a été alertée d'un incendie par l'astreinte régionale. Suite à cet incident, l'inspection a mené une visite de contrôle à chaud le jour même, visant à comprendre le contexte de l'accident, notamment ses causes et ses conséquences, et déterminer s'il n'est pas lié à un non-respect de prescription. La description de l'évènement et ses conséquences sont détaillées en annexe confidentielle du présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBAT RECYCLAGE
- 15 rue Léon Fournier BP 172 41000 Blois
- Code AIOT : 0010004922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la société BARBAT RECYCLAGE résident dans la récupération de matériaux recyclables et le transit de déchets industriels banals.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Annexe confidentielle : Description de l'incident/accident | Autre du 12/03/2026, article article sans objet | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 60 jours |
| 3 | Transmission du rapport d'accident/incident | Code de l'environnement du 12/03/2026, article R.512-69 - 2e alinéa | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 4 | Gestion des eaux d'extinction incendie | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 60 jours |
| 6 | Prélèvements conservatoires | Code de l'environnement du 12/03/2026, article L. 512-20 | Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 8 jours |
| 8 | Détection et surveillance | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.II | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2 | Déclaration de l'accident/incident | Code de l'environnement du 12/03/2026, article R.512-69 - 1er alinéa | Sans objet |
| 5 | Pollution accidentelle (déversement...) | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11.III | Sans objet |
| 7 | Etat des stocks | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous. Néanmoins, au regard de l'inspection un arrêté de mesures d'urgence a été signé le 12/03/2026 (jour même) pour :

- mettre en sécurité le site et mettre en place une surveillance pour éviter tout re-démarrage de l'incendie dès le départ du SDIS ;
- effectuer des prélèvements conservatoires dans l'environnement pour évaluer les éventuels impacts selon les enjeux en présence ;
- remettre un rapport d'accident pour analyser les causes du départ de l'incendie ;
- gérer les eaux d'extinction selon leur caractérisation
- gérer les déchets liés au sinistre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Annexe confidentielle : Description de l'incident/accident

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Autre du 12/03/2026, article article sans objet |
| Thème(s) : Risques accidentels, Description de l'évènement |
| Prescription contrôlée : sans objet |
| Constats : Pdc (Point de Contrôle) n° 1 : Prendre en compte le Retour d'expérience de cet incident et prendre les mesures nécessaires afin d'éviter que cela se reproduise. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 2 : Déclaration de l'accident/incident

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/03/2026, article R.512-69 - 1er alinéa |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration de l'accident/incident |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a été alertée par l'astreinte régionale qu'un incendie était en cours chez la société BARBAT RECYCLAGE le 12/03/2026 à 6h00. L'exploitant n'a pas de lui-même prévenu l'inspection des installations classées. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il devait nous prévenir dans les meilleurs délais dès qu'un incident ou accident intervient sur son site, soit à l'adresse de l'UiD 37-41 (uid37-41.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr) , soit par téléphone (02 54 74 98 80). Cet incident ou accident doit également faire l'objet d'une télédéclaration sur le site https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939. L'exploitant a bien effectué, après l'inspection, la télédéclaration de cet incident sur le site du ministère le 14/03/2026.</p> <p>PDC n°2 : Pas de non-respect.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société BARBAT RECYCLAGE doit déclarer dans des délais plus courts la notification lors d'un incident ou d'un accident.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Transmission du rapport d'accident/incident

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/03/2026, article R.512-69 - 2e alinéa |
| Thème(s) : Risques accidentels, Transmission du rapport d'accident/incident |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les</p> |

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de cette visite, l'inspection a transmis un modèle de rapport et demandé un rapport à l'exploitant via la Plateforme GUN. Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.</p> <p>Pdc n° 2 : L'exploitant n'a pas transmis un rapport d'accident détaillé précisant les causes ainsi que les mesures correctives mises ou à mettre en place, sous un délai adapté à la complexité des expertises nécessaires.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 4 : Gestion des eaux d'extinction incendie

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Transmission du rapport d'accident/incident |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> |

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

L'inspection a constaté la présence de 2 bassins de confinement de volumes respectifs de 204 m³ et de 102 m³ en cuve aérienne, fonctionnant par une pompe de relevage sur un point bas. L'inspection a pu constater le fonctionnement de la pompe de relevage et le confinement effectif des eaux d'extinction. L'inspection a constaté la présence de la société SOA intervenue pour pomper les eaux des bassins et conserver un volume suffisant pour le confinement. Dès réception des analyses des eaux d'extinction, l'exploitant enverra ces dernières dans une installation dûment autorisée pour les traiter.

Pdc n° 3 : La société BARBAT RECYCLAGE procède à l'évacuation des eaux d'extinction dans une filière adaptée en fonction des résultats d'analyses de ces dernières et procède à un curage des réseaux et nettoyage des bassins de rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre à la demande susmentionnée. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Pollution accidentelle (déversement...)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11.III

Thème(s) : Risques accidentels, Sol étanche

Prescription contrôlée :

III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. des déchets appropriées.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'une dalle étanche et l'écoulement des eaux d'extinction de l'incendie dans les bassins de rétention par une pompe de relevage.

Pdc n° 4 : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prélèvements conservatoires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/03/2026, article L. 512-20

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements conservatoires

Prescription contrôlée :

En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.

Constats :

Au vu du dégagement de fumée important à l'arrivée des pompiers vers 5h30, la CMIC (Cellule Mobile d'Intervention Chimique) du SDIS41 a réalisé des mesures de toxicité dans l'air au Nord-Ouest de l'établissement. Les relevés des mesures n'ont pas mis en évidence de valeurs toxiques dangereuses dans l'air pour la population.

Cependant, l'incendie s'étant déclaré dans une zone fortement peuplée, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° 41-2026-03-12-00006 du 12 mars 2026 a été pris par la Préfecture de Loir-et-Cher et transmis à la société pour :

- mettre en sécurité le site et établir une surveillance pour éviter tout re-démarrage de l'incendie dès le départ du SDIS41 jusqu'à leur décision d'arrêter ;
- faire réaliser des prélèvements conservatoires dans l'environnement afin évaluer les éventuels impacts selon les enjeux en présence ;
- remettre un rapport d'accident pour analyser les causes du départ d'incendie ;
- gérer des eaux d'extinction selon leur caractérisation ;
- gérer des déchets liés au sinistre.

Pdc n° 5 : L'exploitant réalise un plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées (eau, air, sol, etc.) ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre à la demande susmentionnée. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 8 jours |

N° 7 : Etat des stocks

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>État des matières stockées</u></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Article 50 : État des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas |

échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

L'exploitant a transmis l'état des stocks au jour de l'inspection le 12/03/2026 à 8h13. Ainsi d'après l'exploitant le stock présent fait apparaître une quantité de 1981 tonnes de déchets de ferrailles représentant un volume de 1 500 m³ sur une surface avoisinant 7 000 m² pour les activités de ferrailles

La société BARBAT RECYCLAGE est autorisée par l'APC n°41-2021-09-29-00001 du 29/09/2021 à disposer de 7600 m² sous la rubrique 2713 (Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux).

Les quantités des autres installations de l'installation n'ont pas été contrôlées par l'inspection dans le cadre de cet incendie.

L'inspection n'a pas d'observation sur ce point.

Pdc n° 6 : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.II

Thème(s) : Risques accidentels, caméras thermiques

Prescription contrôlée :

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

La société BARBAT RECYCLAGE dispose de caméras thermiques sur son site. La société SVO Systems en charge l'entretien des caméras thermiques était présente le jour de l'inspection. D'après la société, il semble que les premières lueurs du début de l'incendie débutent vers 2h00 le 12/03/2026. Pour une raison à ce jour inexpliquée, les caméras thermiques n'ont déclenché aucune alerte.

Les caméras thermiques ont été vérifiées le 10/07/2025. Le compte rendu de cette intervention indique :

« Contrôle et essai OK, nettoyage OK. Les 2 Caméras thermiques DS-2TD2137T-7/P mises à jour du firmware OK . RAS »

Dans les suites à donner, il est indiqué de « Prévoir de vérifier l'application sur le téléphone de M. Frédéric DIARD... »

Pdc n° 7 : La société BARBAT RECYCLAGE doit remettre opérationnelles les caméras thermiques du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre à la demande susmentionnée. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours